

ALGÉRIE

Trois mois après le putsch

Au lendemain du 19 juin, l'Algérie a occupé la « une » durant une dizaine de jours : le suspense était au zénith. Ensuite, les vacances ; d'autres événements : la Grèce, le Cachemire, etc., sont venus relayer l'actualité algérienne. Depuis, peu de commentaires : au mieux, l'embarras ; au pire, le silence. Est-il possible, aujourd'hui, à deux mois du second Bandoeng (du moins si la conférence a lieu), de faire le point et d'aboutir à quelques conclusions plus précises et plus durables ?

Une chronologie à toute vitesse

On se souvient des faits. Le 16 juin, un accord est passé entre le gouvernement Ben Bella et le F.F.S. Est-ce la fin des « maquis » et le retour de Aït Ahmed ? Une réunion du Comité central du F.L.N. se tient au même moment : elle est assez houleuse et porte surtout sur quelques grandes mesures que l'on affirme, cette fois-ci, vouloir réaliser (réforme agraire, épuration de l'administration, etc.). On prête à Ben Bella la décision d'éliminer le « clan A.N.P. » du pouvoir, (en particulier Bouteflika). L'Histoire rouvrira un jour le dossier de ces quelques jours -qui ont précédé le putsch.

En tout cas, le 19, à quelques jours du second Bandoeng, à un mois du Festival de la Jeunesse, c'est le « clan A.N.P. » qui élimine Ben Bella, tandis que, rapidement, l'essentiel de la classe politique rallie le nouveau pouvoir.

Un « Conseil de la Révolution » fait son apparition dès le 19 : en son nom, le colonel Boumedienne prononce le premier grand réquisitoire contre Ben Bella et sa gestion (on ne connaîtra les membres de ce conseil que le 5 juillet). Dès le 20, à Alger, des manifestations ont lieu, animées surtout par des étudiants et des femmes : elles dureront une semaine ; de plus grande ampleur semble-t-il, dans d'autres villes (Bône, Philippeville, Oran, etc.), elles provoqueront une répression, dont on a peut-être exagéré l'ampleur. Car il est clair, très rapidement,

que techniquement le putsch a réussi, bien que les remous qu'il provoque entraînent l'ajournement du second Bandoeng (après une semaine de rebondissements).

Dix jours après le putsch, les réactions internationales permettent de tracer une première délimitation, sans qu'il soit possible toutefois d'en tirer plus qu'une indication. Ont condamné, plus ou moins nettement, le coup d'Etat : les Egyptiens (voir une série d'articles de Heykal), la presse hongroise (traduisant sans doute le sentiment des PC des pays de l'Est), les PC Italien et français, le P.S.U., Sekou Touré, Fidel Castro (les pays du Commonwealth — Ghana en tête — demeurant très réservés). Ont approuvé, d'une manière plus ou moins directe : la Chine, le secrétaire du PC indonésien (Aïdit qui conteste la « politique de droite » de Ben Bella), la Tunisie, Senghor. (Washington, satisfait du limogeage de Ben Bella, reste prudent, bien que favorable ; un mois après, l'ambassadeur d'Algérie sera reçu par Johnson et il semble qu'un prêt américain soit dans « l'air »).

Une page est tournée, le nouveau pouvoir se consolide sur le plan intérieur. Le 27 juin, l'U.G.T.A., dans une déclaration ambiguë, paraît rallier les putschistes. S'agit-il du point de départ d'une « opposition légale de gauche » ? On pourrait le croire, puisque plusieurs hommes de gauche, connus en tant que tels, font partie du nouveau gouvernement présenté le 12 juillet (on y compte neuf anciens ministres de Ben Bella ; le 5, Boumedienne avait donné la liste des membres du « Conseil de la Révolution », où l'on dénombre vingt-quatre militaires sur vingt-six dirigeants). De même, le Secrétariat exécutif du F.L.N. (qui remplace l'ancien Bureau politique) est constitué de cinq militaires (Chérif Belkacem en est la tête).

Dès lors, toute l'activité sera dirigée vers la « reprise en main » des différentes organisations nationales (jeunes, femmes, syndicats, anciens combattants) et vers une réorganisation appliquée et significative du parti (des représentants du Secrétariat prendront contact avec la province). On indiquera cependant que dès le 3 août une organisation d'opposition clandestine fait son

apparition (Organisation de la Résistance populaire) avec un tract Hocine Zahouane. Deux arrestations (celles de Harbi et de Makouf) accèdent à l'idée d'une opposition plus radicale. Sur le plan de la politique extérieure, deux points sont à noter. La signature à Paris, le 23 juillet, des accords franco-algériens sur les hydrocarbures. Bien que conçue par l'ancien pouvoir, il faudra suivre de près cette nouvelle coopération : favorable théoriquement à l'Algérie, elle peut jouer un rôle néfaste en conférant une assise économique des plus sérieuses à une classe politique dont on a pu voir que l'intransigeance en matière de principes n'est pas le fort. Enfin, l'Algérie a relancé une intense activité diplomatique en vue du second Bandoeng. Elle se heurte, là, au Ghana qui tient à repousser la conférence de l'O.U.A., juste à la veille du 5 novembre (faut-il voir dans ce conflit plus que des raisons d'ordre pratique ?) A souligner, en tout cas, que l'Égypte vient de se déclarer publiquement partisan de la participation de l'U.R.S.S. Autrement dit, le second Bandoeng n'aura pas lieu sans de nouvelles et chaudes batailles, au sein desquelles le nouveau pouvoir d'Alger ne perdra pas de vue une consécration qui lui importe au plus haut point.

Interrogations et inquiétudes

Ayant ouvert l'Algérie à une voie socialiste effective et originale, le régime Ben Bella baignait dans de telles contradictions et une telle confusion qu'il est impossible de se prononcer nettement sur ce qui lui succède. Si le coup de barre à droite est évident, il n'en reste pas moins que les actes ne sont pas assez nombreux pour qu'on puisse aller au-delà d'une série d'interrogations où l'on verra le reflet d'une inquiétude profonde pour la révolution que l'Algérie promettait.

De tous les textes, de toutes les déclarations qui critiquent l'ancien pouvoir, on retiendra quelques thèmes qui reviennent sans cesse : personnalisation du régime, accentuée par une mauvaise délimitation des tâches du parti par rapport à celles de l'Etat ; mauvaise gestion, gabegie, dilapidation de fonds, dénonciation de l'idéologie « étrangère », etc. A cela, on oppose surtout le « retour aux sources » : patriotisme, nationalisme, exaltation de la guerre d'indépendance, dont le meilleur symbole est de toute évidence l'armée. Il reste néanmoins que les nouveaux dirigeants n'échappent pas à une contradiction profonde, dans la mesure où ils se veulent les continuateurs d'un passé récent dont

ils dressent en même termes le mauvais bilan (on associe désormais la plate-forme de la Soummam au programme de Tripoli, à la charte d'Alger et à la déclaration du 19 juin). De deux choses l'une, ou bien certaines erreurs étaient évitables et pourquoi ne pas l'avoir dit plus tôt et surtout pourquoi ne pas avoir tenté d'y remédier autrement que par un coup d'Etat fondé sur la force des armes (même si l'on n'en a fait peu usage), ou bien prend-on pour alibi certaines critiques, indiscutablement valables, pour suivre une direction, encore peu explicite, mais implicitement réactionnaire ? On en voudra pour preuves certaines mesures assez inquiétantes. Si Alger semble favorable sinon aux thèses, du moins à la diplomatie chinoise, le rapprochement avec Washington est curieux, à l'heure de la guerre du Vietnam. Egalement douteuse la réserve de plus en plus nette à l'égard de divers mouvements « révolutionnaires » du tiers monde (illégaux dans leurs pays d'origine).

Sur le plan intérieur, pour une décision valable (remettre de l'ordre dans les biens immobiliers vacants), que de signes troublants. Tout d'abord la prééminence incontestée de l'armée, dont le caractère privilégié et prétorien s'affirme de jour en jour (la suppression des « milices populaires » n'est-elle pas significative à cet égard ?) Au niveau de la réorganisation du parti, il est difficile de se prononcer, bien que l'essentiel semble avoir porté jusqu'à présent sur le remplacement d'anciens militants par des nouveaux sans doute plus sûrs (à mettre au même rang que l'épuration dans le corps préfectoral). Deux organisations font l'objet d'une attention toute particulière : les « Anciens Combattants », ce qui socialement s'explique, mais ne faut-il pas y voir la symbolisation de ce « retour aux sources », par opposition au choix du critère « socialiste » ; par ailleurs, le syndicat. Après l'armée, l'U.G.T.A. constitue la principale force politique en Algérie. D'où l'importance de ce que l'on peut appeler son « attentisme ». Apparemment, l'U.G.T.A. continue ses activités comme si rien d'essentiel ne s'était produit le 19 juin.

Les grandes tâches du régime

Le syndicat se veut toujours gestionnaire et bannit l'« ouvriérisme ». Dans une phase transitoire, où l'économie appartient encore, pour l'essentiel, au « secteur privé », une telle conception du syndicalisme ne manque pas d'être ambiguë : on peut l'admettre, dans la mesure où l'appareil d'Etat appartient effectivement aux forces révolutionnaires authentiques, avec forte

participation notamment des responsables syndicalistes (ce qui n'est nullement le cas actuellement). Au surplus, une série d'articles parus à ce sujet dans la presse algérienne ne cessent pas d'intriguer, car on y prône, noir sur blanc, une véritable entente des intérêts privés et « socialistes », un véritable fair-play entre des classes antagonistes (même si la bourgeoisie algérienne est peu puissante par elle-même).

Ne va-t-on pas, même, jusqu'à suggérer un nouveau code d'investissements plus favorables aux capitaux étrangers ? Sans sombrer dans un gauchisme excessif, on peut craindre que de telles velléités ne virent rapidement à une orientation économique tournant finalement le dos à toute poursuite socialiste (la presse intéressée ne s'y est pas trompée, encore que ce soit plus du domaine du souhait que du virage effectif).

En outre, on ne parle guère des grandes tâches que le régime précédent avait définies comme constituant la « période transitoire » : réforme agraire, adaptation d'un circuit financier et commercial au secteur autogéré, la décentralisation communale accompagnée d'élections démocratiques au niveau des communes, l'épuration de l'administration (avec promulgation d'un « statut de la fonction publique » en rapport

avec l'option socialiste), le démarrage de l'industrialisation (deux petites usines ont été ouvertes depuis le 19 juin), etc.

Au total, il faudrait s'étendre plus longuement sur la réaction nationaliste et volontariste qui caractérise assez bien les responsables du 19 juin. Pour une révolution socialiste particulièrement difficile, surtout dans la période de confusion actuelle, on soulignera l'absence totale de recherche idéologique sérieuse dans tous les textes parus depuis le 19 juin. Aux problèmes posés par le socialisme, on préfère dénoncer les méfaits d'un homme, comme si un homme pouvait être tenu pour seul responsable de tant d'obstacles. Mais peut-être une société sous-développée ne peut-elle accéder, comme on l'a cru, à un stade de société socialiste conséquente. Vaste interrogation. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

Dans l'immédiat, souhaitons au moins que le respect des droits de l'homme soit observé par les nouveaux dirigeants algériens. Ce serait la preuve que l'on ne tourne pas le dos à une démocratie, essentielle non seulement à nos yeux, mais surtout pour l'avenir de l'Algérie et des luttes qui attendent ce pays témoin.

Claude Glayman.